

Les jeunes, sujets et enjeux politiques (France, XX^e siècle). Présentation

Ludivine Bantigny

Dans l’imaginaire social, l’alliage que forment « jeunesse » et « politique » ne va pas sans contradictions. Alors que « la jeunesse » est souvent associée au dynamisme, au progressisme, voire à la modernité — sans que ce dernier terme soit toujours fermement conceptualisé —, « les jeunes » suscitent de façon récurrente les inquiétudes des observateurs, lesquels vitupèrent leur prétendu manque d’intérêt pour la chose politique. Cette contradiction recoupe en partie la double polarité, désormais classique, qui oppose une jeunesse célébrée pour ses vertus et plus encore pour ses potentialités, et une jeunesse redoutée pour ses déviances et sa non-conformité. Dans leurs outrances mêmes, ces représentations disent assez combien « la jeunesse » apparaît en métaphore de ce qui la dépasse. Les espérances placées en elle comme les anxiétés qu’elle suscite sont les traductions symboliques de tendances plus vastes — normes et codes collectivement admis, projections dans l’avenir, peurs sociales...

De fait, entre « jeunesse » et « jeunes », il n’y a pas que glissement sémantique : un fossé sociologique et politique s’y dit pour une part. La catégorie « jeunesse », érigée en entité sans égards pour son hétérogénéité, sert de support à bien des exaltations, déformations et instrumentalisation. Elle n’a parfois que peu à voir avec les jeunes individus que leur seul âge regroupe comme tels. La période contemporaine ne manque pas d’exemples de ces usages en miroirs déformants. Elle s’ouvre avec la Révolution française, grande pourvoyeuse de mythologie de la jeunesse, vénérée pour sa capacité supposée de régénération : la célébration, toute en discours, de la jeunesse, s’avère en fait utile pour assurer, en pratique, le pouvoir des aînés¹. Sous la monarchie constitutionnelle, le régime peut bien encenser la jeunesse, mais c’est pour mieux l’inciter à la passivité et à l’acceptation². Quant aux jeunes eux-mêmes, on les voit, souvent, aux premières loges du grand théâtre politique. La « Jeunesse des Écoles » sait battre le pavé³. Sur les barricades, lors des « Trois Glorieuses », se retrouvent étudiants et ouvriers. Jeunes aussi, le plus souvent, les

¹ Antoine de Baecque, « La Révolution française et les âges de la vie », dans Annick Percheron, René Rémond (dir.), *Âge et politique*, Paris, Economica, 1991, p. 39.

² Nadine-Josette Chaline, Francis Demier, Gilles Le Béguec, « Jeunesse et mouvements de jeunesse en France aux XIX^e et XX^e siècles. Influence sur l’évolution de la société française », dans *La jeunesse et ses mouvements. Influence sur l’évolution des sociétés aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Éditions du CNRS, 1992, p. 97.

³ Jean-Claude Caron, *Génération romantiques. Les étudiants de Paris et le Quartier Latin (1814-1851)*, Paris, Armand Colin, 1991 ; Pierre Moulinier, *La naissance de l’étudiant moderne (XIX^e siècle)*, Paris, Belin, 2002.

carbonari français et italiens ou les décabristes russes⁴. Jeunes enfin, et par définition, les partisans de la Jeune Allemagne, de la Jeune Italie, de la Jeune Europe. Pour autant, aucune généralité n'est autorisée, et surtout pas l'équation par trop péremptoire jeunes = progressistes — par essence et comme par nécessité. Durant la Restauration, les jeunes manifestants royalistes ne font pas défaut pour soutenir Louis XVIII puis Charles X⁵. En juin 1848, les plus jeunes se comptent moins nombreux parmi les insurgés qu'au sein des gardes mobiles venus les réprimer⁶. Et durant l'Affaire, les jeunes anti-dreyfusards se montrent plus prompts à (se) manifester que leurs opposants, à telle enseigne que Zola, très amer, leur lance un « Où allez-vous, jeunes gens ? »⁷.

Ce dossier s'attache pour sa part au XX^e siècle français, auquel une ouverture sur un exemple italien contemporain fait écho, en contrepoint. Composé de travaux d'historiens principalement mais non exclusivement, il entend éclairer trois des liens nouant « jeunesse » et « politique » : la socialisation politique des jeunes, les modalités pratiques de leur organisation, enfin les usages politiques de « la jeunesse ».

Socialisation et transmission politiques

Comment s'acquiert une culture politique ? Quelles sont les particularités d'un tel apprentissage ? L'historien peut-il suivre l'analyse piagetienne du développement cognitif chez l'enfant et s'en inspirer pour examiner les étapes de la maturation politique, au cours de ces « années impressionnables⁸ » qui sont celles de la jeunesse — entendue ici comme phase de la vie ? De fait, la psychologie génétique de Jean Piaget a notamment permis de rompre avec une vision trop restrictive, unilatérale et fonctionnaliste de la « socialisation⁹ ». Celle-ci n'est pas pure inculcation de parents à enfants, d'aînés à cadets ; elle n'est pas simple modelage passif et contraint ; elle n'est pas que conditionnement. Engageant un système d'interdépendances, la socialisation s'inscrit dans une dynamique faite d'appropriations de la part d'un sujet agissant et choisissant, même s'il s'agit pour lui de faire sien un projet de transmission émanant de la famille, de l'école ou d'autres instances encore¹⁰. La science politique peut ainsi observer les formes de transaction et d'accommodation qui y président : les travaux pionniers d'Annick Percheron¹¹, comme ceux d'Anne Muxel, insistent à l'envi sur les

⁴ Sergio Luzzatto, « Jeunes révoltés et révolutionnaires (1789/1917) », dans Giovanni Levi, Jean-Claude Schmitt (dir.), *Histoire des jeunes en Occident. Tome II. L'époque contemporaine*, Paris, Le Seuil, 1996, p. 209.

⁵ Olivier Tort, « Droite et jeunesse sous la Restauration (1814-1830) : des termes antinomiques ? », *Parlement(s), Revue d'histoire politique*, 2007, n°8, *Jeunes en politique*.

⁶ Maurice Crubellier, *L'Enfance et la jeunesse dans la société française 1800/1950*, Paris, Armand Colin, 1979, p. 135.

⁷ Marie Aynié, « “Où allez-vous jeunes gens ?” Zola et la jeunesse dreyfusarde », *Parlement(s), Revue d'histoire politique*, 2007, n°8, *Jeunes en politique*.

⁸ David O. Sears, cité dans Olivier Ihl, « Socialisation et événements politiques », *Revue française de science politique*, vol. 52, avril-juin 2002, p. 134.

⁹ Cf. Jean Piaget, *Le jugement et le raisonnement chez l'enfant*, Neuchâtel, Delachaux, 1967.

¹⁰ Cf. Sylvie Maurer, « La socialisation politique des jeunes », dans Catherine Pugeault-Cicchelli, Vincenzo Cicchelli, Tariq Ragi (dir.), *Ce que nous savons des jeunes*, Paris, PUF, 2004, p. 63.

¹¹ Pour une vue synthétique sur ses travaux, cf. Annick Percheron, *La Socialisation politique*, Paris, Armand Colin, 1993.

négociations et renégociations structurant l'acquisition d'un capital politique¹², et supposant un « réajustement des positions¹³ » permanent.

Bon nombre d'articles reviennent dans le présent dossier sur les modalités de cette construction identitaire. Si « se socialiser, c'est assumer son appartenance à un groupe¹⁴ », le processus nécessite des lieux et des textes, des supports d'identification et toute une symbolique apte à fonder le sentiment d'appartenance. Ce sont les liens tissés dans les groupes de pairs et les rapports entretenus, entre jeunes et moins jeunes, au sein de diverses familles politiques, qui sont principalement étudiés dans ce numéro. Les formes de l'inculcation ne sont par là même pas absentes de l'analyse : l'ascendant et l'aura des uns expliquent parfois les engagements des autres.

Manquent sans doute, dans ces études, d'autres figures essentielles à la socialisation politique des jeunes, ces « agents d'exemplarité » — enseignants, journalistes, experts — qui font les « réputations sociales » et orientent la signification politique des événements¹⁵. Car l'exposition au politique peut se mener sur un mode indirect et diffus, en lien avec le flux médiatique par exemple et avec les imprégnations qu'il produit. C'est davantage la socialisation active, celle en particulier de l'entrée en organisation, qui a été privilégiée dans ce dossier.

Structuration et organisation politiques des jeunes : les groupements et mouvements de jeunesse

Karl Mannheim voyait dans l'organisation/mouvement de jeunesse l'unité de génération transformée en groupe concret, soit la mise en pratique réelle d'une situation jusqu'alors seulement potentielle, la génération faite acte¹⁶. À cet égard, tout commence vraiment en France autour des années 1880-1890, avec l'apparition des premiers mouvements de jeunesse confessionnels comme des premières organisations de jeunesse politiques. À cet âge d'or succède une autre période faste, celle des années 1920-1930, époque des grandes fondations tant pour l'Action catholique spécialisée que pour de nombreux partis politiques. Les années 1950-1960 voient quant à elles se multiplier les crises graves, parfois fatales¹⁷. Qu'ils soient avant tout viviers de futurs cadres ou structures fortes d'apprentissage et de conviction, l'étude de ces groupements de jeunesse offre de mieux saisir ce passage à l'acte qu'est l'entrée en politique, les dispositions et conditions de possibilité qu'il suppose, enfin la dévolution de l'héritage politique.

Mais « les mouvements de jeunesse furent-ils des mouvements de jeunes ? » : la question, posée naguère par l'historienne Françoise Tétard, garde toute sa

¹² Anne Muxel, *L'Expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001, p. 15.

¹³ Anne Muxel, « L'âge des choix politiques. Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans », *Revue française de sociologie*, XXXIII, 1992, p. 234.

¹⁴ Claude Dubar, *La Socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*, Paris, Armand Colin, 1991, p. 83.

¹⁵ Olivier Ihl, article cité, p. 139.

¹⁶ Karl Mannheim, *Le Problème des générations*, [1928] [trad. fr.] Paris, Nathan, 1990, 2005, p. 41 sq.

¹⁷ Que l'on songe à la disparition de l'Association catholique de la jeunesse française (ACJF) en 1956, à la démission de l'équipe nationale Route chez les Scouts de France et à celle des secrétaires généraux de la Jeunesse étudiante chrétienne (JEC) en 1957, à la crise de l'Union des étudiants communistes (UEC) en 1965, pour n'en donner que quelques exemples.

pertinence¹⁸. Diverses contributions s'attèlent ici à prendre la mesure du rôle réellement tenu par les jeunes dans ces organisations, dans leur fonctionnement quotidien et leur prise de décision. Ils s'attachent au maillage des réseaux, aux circuits de formation, à l'esprit de l'engagement partisan. Ils ne négligent pas l'importance des générations et confirment qu'à cet égard, l'effet d'âge se révèle parfois moins décisif que la période d'adhésion et, finalement, que l'ancienneté dans l'organisation¹⁹. Le tableau ainsi brossé se montre contrasté. Les crises majeures qui secouent partis politiques et mouvements confessionnels sont bien souvent causées par les rebuffades des jeunes, aptes à mettre en branle, de façon offensive, l'ordre des aînés. Il n'en demeure pas moins que les jeunes y restent souvent dépendants et parfois même subordonnés. Ils y sont aussi, à l'occasion, instrumentalisés, tant l'organisation de jeunesse peut devenir un véritable outil de *marketing* politique à valoriser²⁰.

De ce point de vue, il faudrait mieux prendre en compte les trajectoires comme *carrières* militantes, grâce notamment à la démarche biographique et prosopographique, moins directement présente ici. Il y aurait lieu en particulier de s'attacher à la variété et au croisement des appartenances à de « multiples mondes et sous-mondes sociaux²¹ » : un militant n'est pas qu'un militant ; l'interférence et l'influence de ses autres identités sur son identité politique propre constituent assurément un bel objet d'analyse. La recherche en ce domaine n'est pas close.

Politique et police des âges : la jeunesse en cœur de cible

Groupements politiques et mouvements de jeunesse ont devancé l'État par l'intérêt porté aux jeunes — au XIX^e et dans une première moitié du XX^e siècle, celui-ci avait surtout songé à l'enfance. Depuis lors, il a amplement comblé ce retard, à telle enseigne que les jeunes sont devenus une incontournable affaire d'État. Le gouvernement de Vichy a, on le sait, joué un rôle décisif en la matière, par un enrégimentement systématique qui n'alla pas toutefois jusqu'à l'instauration de cette « jeunesse unique » appelée de leurs vœux par quelques collaborationnistes — Marcel Déat au premier chef²². Le régime de Pétain mis à bas, on ne se « débarrassa » pas pour autant de l'« indigestion de jeunesse » qu'il avait imposée²³. Des politiques publiques de la jeunesse, il est question dans la dernière partie de ce dossier. Autour

¹⁸ Françoise Tétard, « Les mouvements de jeunesse furent-ils des mouvements de jeunes ? Quelques éléments de réflexion par rapport à la période des "Trente Glorieuses" », dans Bernard Roudet (dir.), *Des jeunes et des associations*, Paris, L'Harmattan, 1996. Il faut lire sur le sujet les travaux de Gérard Cholvy et notamment son *Histoire des organisations et mouvements de jeunesse en France (XIX^e-XX^e siècles)*, Paris, Cerf, 1999.

¹⁹ Annie Kriegel, « Le concept politique de génération : apogée et déclin. », *Commentaire*, n°7, automne 1979.

²⁰ Cf. François Audigier, « Les jeunes giscardiens », dans *Recherches contemporaines*, n°6, 2000-2001, « Jeunes et sages ? », dossier établi par Gilles Le Béguec avec le concours de Cédric Meletta.

²¹ Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n°1-2, février-avril 2001, p. 207.

²² Cf. Wilfred D. Halls, *Les Jeunes et la politique de Vichy*, Paris, Syros, 1988, p. 150 sq.

²³ *Esprit*, éditorial, 1^{er} octobre 1945, cité par Françoise Tétard, « L'histoire d'un malentendu. Les politiques de la jeunesse à la Libération », dans *L'Espérance contrariée. Éducation populaire et jeunesse à la Libération (1944-1947)*, *Cahiers de l'animation*, n°57-58, avril 1986, p. 81.

des quatre axes que sont la protection, l'insertion, la prévention et la répression s'impose une multiplicité de dispositifs segmentant la population selon une logique, pluriséculaire, de « police des âges ».

« La jeunesse » est dès lors institutionnellement définie et catégorisée dans la perspective d'un traitement socio-politique spécifique. Elle forme désormais une population cible favorite de l'action publique²⁴. Or, pareille configuration ne contribue pas peu à faire des jeunes un « problème social ». Ainsi la politique sécuritaire s'arc-boute-t-elle pour une large part sur le label « jeunes des cités », au point que le Pacte de relance pour la ville (1996), qui établit le classement des quartiers en fonction d'un « indice synthétique d'exclusion », fait du poids démographique des jeunes un critère déterminant pour son mode de calcul²⁵... Quant à la politique de l'insertion professionnelle, prégnante dans le champ des politiques publiques depuis les années 1970, elle contribue à instituer et même institutionnaliser la précarité, de plus en plus « naturalisée » et justifiée par la jeunesse de ceux qui la connaissent et la subissent. Les divers avatars des emplois « jeunes » ne sont en effet rien d'autre que des « statuts d'attente légalisés²⁶ » : l'âge, dès lors, porte préjudice.

En ce domaine, un terrain encore peu exploré s'offre au défrichage. Il serait intéressant de saisir historiquement les liens étroits et complexes noués entre les chercheurs en sciences humaines, autoproclamés ou non spécialistes de la jeunesse, et les acteurs politiques préoccupés par ce sujet ou directement occupés par lui. Ce serait là faire l'histoire d'une expertise sur « les jeunes » et « la jeunesse », celle qui enchaîne la parole savante au discours politique et accouple par là même la recherche et l'action publique. Ce dossier se veut aussi une invite à s'y essayer²⁷.

Les textes qui y sont rassemblés²⁸ contribuent, on l'espère, à briser quelques mythes trop intuitivement ancrés. Et d'abord quant à la contestation politique. Si de jeunes militants révolutionnaires apparaissent, heureusement, au fil de ses pages, il importait d'établir un équilibre relatif entre les familles et cultures politiques, pour mieux souligner qu'un « modérantisme juvénile » est, lui aussi, fort bien représenté chez les jeunes²⁹ et qu'il n'y a nulle incompatibilité, par exemple, entre jeunesse et droite³⁰. Les *a priori* forgés à ce sujet, qui assimilent trop hâtivement jeunes et

²⁴ Cf. Patricia Loncle (dir.), *Les jeunes. Questions de société, questions de politique*, Paris, La Documentation française, 2007.

²⁵ Francine Labadie, « L'évolution de la catégorie jeunes dans l'action publique depuis 25 ans », *Recherches et prévisions*, n°65, septembre 2001, p. 25.

²⁶ Thierry Blöss, « Une jeunesse sur mesure. La politique des âges », *Cahiers internationaux de sociologie*, XCVII, juillet-décembre 1994, p. 267.

²⁷ Nous tentons de le faire avec la communication « Parlons "jeune(s)". Les sciences humaines, sources du discours politique sur les jeunes ? » présentée au colloque « Jeunesse(s) et élites » organisé à l'université de Bordeaux III par Christine Bouneau, les 27 et 28 mars 2008.

²⁸ L'idée en a été conçue lors d'un séminaire, « Jeunes et jeunesse(s), objets d'histoire », organisé au Centre d'histoire de Sciences Po depuis 2004, animé par Ivan Jablonka, puis Arnaud Baubérot, et l'auteur de ces lignes.

²⁹ Cf. Gilles Le Béguec, « Jeunes et sages », dans *Recherches contemporaines*, n°6, 2000-2001, p. 161. Les études menées à l'échelle européenne sur les valeurs des jeunes le confirment. Cf. Olivier Galland, Bernard Roudet (dir.), *Les jeunes Européens et leurs valeurs. Europe occidentale, Europe orientale*, Paris, La Découverte, 2005.

³⁰ On lira avec profit sur ce sujet Rosemonde Sanson, « Les jeunesses d'Action française avant la Grande Guerre », et Guillaume Gros, « Les jeunes et l'Action française (1914-1939) », dans Michel Leymarie,

gauche, voire jeunes et contestation, sont principalement affaire de visibilité et d'affichage d'identité.

Certes, c'est principalement pour contester, pour refuser et rejeter, que des jeunes se mobilisent, au moyen notamment de cette déclinaison si ostensible de l'engagement qu'est la manifestation. Cette « raison manifestante³¹ », non spécifique aux jeunes, mais qui leur est devenue familière au cours du second XX^e siècle, rompt avec un autre mythe, celui du faible lien entre jeunes et politique, mettant frontalement en question l'antienne fameuse de la « dépolitisation » des jeunes. Les impressionnants mouvements qui jalonnent l'histoire récente, de l'opposition à la loi Devaquet (1986) au rejet de la LRU³² (2007), en passant par les manifestations consécutives au 21 avril 2002 et par la lutte anti-CPE³³ (2006), sont là pour en témoigner. Ils disent aussi combien la prise de parole politique chez les jeunes ne saurait se réduire à leur participation électorale, immanquablement et indéfiniment scrutée par les commentateurs. C'est à ce sens critique politique que ce dossier est dédié.

Jacques Prévotat (dir.), *L'Action française. Culture, société, politique*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2008.

³¹ Anne Muxel, « La participation politique des jeunes : soubresauts, fractures et ajustements », *Revue française de science politique*, vol. 52, n°5-6, octobre-décembre 2002, p. 524.

³² Loi « Libertés et responsabilités des universités ».

³³ Le Contrat première embauche proposé puis retiré par le gouvernement Villepin.